

Bilan de la concertation publique du 19 février 2015

AMVAP

Réunion animée par Monsieur François ARSAC, Maire, et Monsieur Gérard MARTEL, adjoint en charge de l'urbanisme.

Public présent : 25 personnes.

Monsieur le Maire déclare la réunion publique ouverte à 20h, et souhaite la bienvenue aux Choméracois présents.

Dans un premier temps, Monsieur le Maire dresse un historique des différentes lois ayant instauré les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) et les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) :

La ZPPAUP (Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager) est un outil d'urbanisme instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 et complété par la loi « paysages » du 8 janvier 1993.

La ZPPAUP permet aux communes de jouer un rôle actif dans la gestion, la mise en valeur et la protection de leur patrimoine. La démarche est menée par la commune, en partenariat avec l'État (par l'intermédiaire de l'architecte des bâtiments de France).

A Chomérac, la ZPPAUP a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 octobre 1995, puis par arrêté préfectoral du 10 juillet 1998.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle II) a instauré, en remplacement des ZPPAUP, les AMVAP (aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine).

La loi Grenelle II a modifié l'article L.642-8 du code de l'environnement et a prévu que les ZPPAUP continueront à produire leurs effets jusqu'au 14 juillet 2015. L'article 162 de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, a prolongé ce délai d'un an, soit jusqu'au 14 juillet 2016.

Comme la ZPPAUP, l'AMVAP est une servitude d'utilité publique annexée au plan local d'urbanisme. Elle résulte également d'un partenariat entre la commune et l'État.

L'AMVAP a pour but d'intégrer des objectifs environnementaux et de développement durable à l'approche patrimoniale et urbaine des ZPPAUP.

Le champ d'application de l'AMVAP est étendu ; il comprend notamment le patrimoine culturel, urbain, paysager, historique, archéologique.

Par délibération du 14 décembre 2010, le conseil municipal de Chomérac a décidé de transformer la ZPPAUP en AMVAP.

Monsieur Gérard MARTEL prend la parole pour présenter les éléments mis en exergue dans le diagnostic de l'AMVAP, réalisé par Anne-Laure Mériaux, urbaniste missionnée à ce titre, avec le concours de Monsieur l'architecte des bâtiments de France.

L'AMVAP devra contribuer à la valorisation du patrimoine industriel, à l'amélioration de la

qualité architecturale des devantures de commerces, à l'aménagement de certains espaces publics du bourg. A contrario, les points forts du paysage choméracois devront être préservés par l'AMVAP : les milieux naturels riches, la diversité et la qualité de certaines vues pittoresques sur le paysage, la richesse et la diversité du patrimoine urbain, architectural et archéologique.

Monsieur Gérard MARTEL cite les objectifs de l'AMVAP : garantir une protection forte et durable du site du bourg médiéval et de ses abords ; préserver les vues remarquables déjà identifiées dans le cadre de la ZPPAUP ; réaliser des projets d'urbanisme et d'aménagement en harmonie avec les composantes urbaines, architecturales et paysagères des sites ; mettre en valeur le patrimoine industriel ; requalifier certains espaces publics du bourg en harmonie avec leurs usages et les matériaux de construction du bâti ancien ; mettre en valeur les entrées dans Chomérac, et la traversée d'agglomération ; protéger durablement des sites naturels d'intérêt paysager, patrimoniaux et environnementaux (continuité écologique, présence d'espèces rares et endémiques protégées...) ; maîtriser l'urbanisation et son impact sur le paysage dans la zone d'activités et les secteurs pavillonnaires.

Monsieur le Maire rappelle que, pour nombre de ses administrés, la ZPPAUP est aussi synonyme de contraintes et freine l'évolution de Chomérac d'une façon plus globale.

Un membre de l'assemblée demande des précisions sur ces contraintes.

Monsieur Gérard MARTEL répond que les contraintes concerneront par exemple la forme, la couleur ou les matériaux qui pourront être utilisés pour rénover un bâtiment. Il estime également que la perception de l'architecture est différente pour chaque architecte des bâtiments de France, et que cela peut brouiller la compréhension de l'objectif assigné au dispositif de protection du patrimoine.

Un membre de l'assemblée affirme que l'AMVAP doit permettre la protection du patrimoine en faisant primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Il demande qui paie le bureau d'études chargé du diagnostic.

Monsieur Jean-Louis ARMAND, conseiller municipal, répond que c'est la commune qui paie ce bureau, avec une subvention de la région.

Un membre de l'assemblée affirme que chercher de sortir de la ZPPAUP en créant une AMVAP est peut-être un mal nécessaire. En réponse, il est précisé qu'il n'y a pas de sortie du dispositif ZPPAUP, mais seulement une transformation en AMVAP pour répondre à la législation et permettre une meilleure compréhension des objectifs de protection du patrimoine par les Choméracois.

Un autre membre de l'assemblée demande si des aides seront possibles pour les particuliers lorsque l'AMVAP sera en place, par exemple pour la rénovation de fenêtres. Monsieur Gérard MARTEL et Monsieur Jean-Louis ARMAND lui répondent que cela n'est pas prévu pour les fenêtres, mais qu'il sera sans doute possible de monter d'autres dossiers de subvention.

Monsieur le Maire précise que l'AMVAP est un complément du PLU, et que les deux seront bien entendu mis en concordance dès validation du nouveau dispositif.

Monsieur Gérard MARTEL ajoute que la concertation, passage obligatoire dans le processus de l'AMVAP, constitue une étape essentielle car elle permet de s'entretenir avec les habitants attachés à la notion de patrimoine.

Monsieur le Maire remercie l'ensemble de l'assemblée pour ces échanges, et dit que l'équipe municipale est à l'écoute de toute suggestion ou remarque à la mairie. Il clôt la réunion à 21h10.